

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24937**

### Intitulé

*L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))*

MASTER : MASTER à finalité professionnelle - Droit Economie Gestion - Mention : Droit Economique et des Affaires - Spécialité : Juriste de banque et finance

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc, 313m Finances, banques, assurances (non indiquée ou autre)

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

#### Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat :

Le Master 2 « Juriste banque et finance » a pour finalité d'offrir une formation juridique approfondie nécessaire à la maîtrise des activités juridiques et contentieuses des établissements bancaires et financiers. La formation entend, en premier lieu, développer et spécialiser les connaissances dans tous les domaines du droit qui concernent la banque et la finance.

#### Compétences développées :

utiliser les techniques de crédit bancaire

rédiger les clauses d'un contrat en anglais

maîtriser la réglementation prudentielle, les garanties des crédits bancaires et le contentieux bancaire des procédures collectives

identifier les risques réglementaires, en matière de droit des marchés financiers, droit des assurances et droit bancaire

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le secteur professionnel des candidats vise principalement le secteur de l'industrie bancaire et financière et, par extension, celui du droit des affaires. Cela concerne notamment:

les banques et sociétés d'assurance

les établissements de paiement

les autorités de régulation en matière financière

le barreau

le conseil juridique en entreprise

les sociétés d'investissement

#### Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

Chargé de clientèle entreprise, responsable de clientèle privée, conseiller en produits épargne, analyste de prêt, gestionnaire de patrimoine, responsable contentieux, avocat spécialisé, compliance officer

#### Codes des fiches ROME les plus proches :

C1203 : Relation clients banque/finance

C1205 : Conseil en gestion de patrimoine financier

C1303 : Gestion de portefeuilles sur les marchés financiers

C1401 : Gestion en banque et assurance

K1903 : Défense et conseil juridique

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans le cadre ci-après. Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

La formation se déroule dans le cadre des UE suivantes :

UE1 : Socle commun : Technique contractuelle, Anglais des affaires, Contentieux des affaires.

UE2 : Cours obligatoires : Droit des sociétés approfondi, Droit de l'entreprise en difficulté, Droit de la distribution, Propriétés Intellectuelles, entre autres.

UE3 : 3 options à choisir : Droit des assurances, droit pénal des affaires, droit des investissements internationaux, parcours droit social, entre autres.

UE4 : Initiation à la recherche

UE 5 : Stage et Mémoire

Les UE 1 et 2 font l'objet d'un contrôle sous forme d'un examen écrit.

Les UE 3 et 4 font l'objet d'un contrôle sous forme d'un examen écrit, oral ou de notation continue.

Le stage tient une place fondamentale dans la formation. Il s'agit d'un stage obligatoire de 3 mois minimum à 6 mois. Ceci permet une formation professionnelle et un stage abouti favorables à une embauche. Le stage peut se faire en France ou à l'étranger. L'année se termine par la soutenance d'un mémoire de recherche, sur un sujet pratique lié au stage, qui permet l'analyse en profondeur d'une question de droit actuelle.

Le bénéfice des composantes acquises peut être gardé sans limitation de durée.

Le bénéfice de l'acquisition d'une composante (unité) par la VAE ou par la formation est illimité.

**Validité des composantes acquises : non prévue**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie pédagogique le permet
Après un parcours de formation continue	X	Idem statut étudiant
En contrat de professionnalisation	X	Idem statut étudiant
Par candidature individuelle	X	Possibilité pour tout ou partie du diplômé par VES ou VAP.
Par expérience dispositif VAE	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

**LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS**

**ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX**

## Base légale

### Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master publié au JO du 27 avril 2002

### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux habilitations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n°20080939

### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles, R.613-33 à R.613-37.

### Références autres :

## Pour plus d'informations

### Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).

<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

### Autres sources d'information :

Université Sophia Antipolis (Nice) (UNS) : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes ( 06) [nice]

[Université de Nice Sophia-Antipolis](#)

### Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes ( 06) [Nice]

Faculté de Droit et Science politique, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 NICE CEDEX 1

### Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et Science politique, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 NICE CEDEX 1

### Historique de la certification :